



L'espace des passants, carrefour de Shibuya, Tokyo. Jan Peter Boening/LAIF-REA

Hartmut Häussermann

LA GRANDE VILLE SÛRE ?

POUR UNE POLITIQUE DE L'ESPACE PUBLIC

La sécurité dans l'espace public urbain est une configuration sociale fragile et jamais définitivement établie. Il en a toujours été ainsi, et cela doit durer, sous peine pour l'espace public de perdre les qualités qui le rendent attirant et culturellement productif.

Vues d'Europe, les villes américaines ont toujours eu la réputation d'être relativement peu sûres – non pas dans leur totalité, mais seulement dans certains lieux bien déterminés, parfois classés sur une échelle allant de « Attention » à « Interdit ». Et voici qu'en Europe également la peur de l'insécurité dans les villes s'est muée récemment en un objet de politique publique : d'une part, parce que des habitants réagissent en déménageant, et d'autre part parce que des politiciens amis de l'ordre et des propriétaires s'emparent de l'occasion pour établir des systèmes de contrôle et de surveillance qui constituent une restriction au caractère public de l'espace public. D'aucuns voient déjà la fin de l'urbanité se profiler derrière ce réarmement des services de sécurité et des techniques de surveillance.

Selon les théories développées par la sociologie urbaine, les villes furent toujours pensées comme étant le lieu d'une urbanité civile, offrant à la fois un certain degré de liberté personnelle et la possibilité pour des cultures et des personnes étrangères de coexister sans contrainte – sans contrainte, c'est-à-dire précisément sans une organisation « par le haut » impliquant contrôle autoritaire et rapport de soumission. Si cela devait ne plus être possible, l'urbanité serait atteinte en son principe même.

La conception sociologique de l'urbanité est-elle compatible avec le diagnostic d'une insécurité croissante ? Quelles sont les conséquences d'un tel diagnostic et quelles explications peut-on en donner ? Quel peut être alors l'avenir de l'urbanité ?

L'urbanité et l'espace public dans la sociologie urbaine

La définition classique des espaces urbains comporte trois critères : grandeur, densité, hétérogénéité. La grandeur n'est ici qu'un préalable à la densité

et l'hétérogénéité : une culture urbaine ne peut se développer que dans une grande ville. La « densité » rend compte de cette réalité sociale, à savoir que la grande ville ne permet pas d'y vivre retranché dans un monde qu'on pourrait embrasser d'un coup d'œil et déterminer entièrement par soi-même.

Ses activités quotidiennes exposent l'habitant d'une grande ville à être confronté à des personnes et à des événements qu'il n'a pas cherchés, dans des circonstances qu'il n'a pas souhaitées non plus, tout simplement par manque d'espace. Dans les transports en commun, sur les trottoirs, dans les magasins ou dans les établissements publics, on approche souvent de très près des personnes qui nous sont étrangères, des personnes aussi diverses que possible, socialement et culturellement hétérogènes. Il s'en trouve toujours une sur votre chemin, une qui se tient de façon bizarre, une qui pour telle ou telle raison vous agace. Sans fin. Cette succession rapide d'impressions d'altérité caractérise l'expérience métropolitaine.

Simmel : la grand ville comme stimulation culturelle

C'est en ce sens que Georg Simmel (1903) appelle la métropole une exigence.

Son essai *Les grandes villes et la vie de l'esprit* souligne le caractère « intellectualiste » du citadin en réaction à « l'intensification de l'activité nerveuse » qui « résulte du passage rapide et incessant par toutes sortes d'impressions extérieures et intérieures » (p. 116). Simmel voit l'habitant d'une grande ville comme menacé par « les divergences de son milieu environnant » (p. 117), parlant même à ce propos de « violence de la grande ville » (p. 118). L'alternance ininterrompue du différent, de l'inconnu, de l'étranger est assimilée de même à une *agression*.

Simmel se pose la question de savoir comment le citadin peut vivre avec ces exigences. Il compare les relations sociales entre citadins à celles des usagers d'un

marché. La circulation d'argent et l'intellectualisme des grandes villes ont en commun « la pure objectivité dans le traitement des personnes et des choses ». Les relations sont « indifférentes à tout ce qui est vraiment individuel », les gens tendent à devenir « des éléments indifférents par eux-mêmes » (p. 118). En lieu et place de rapports chaleureux et personnels, « le dédain et le quant-à-soi » dominant dans la grande ville. La grande ville est une « figure d'extrême impersonnalité » (p. 121).

L'indifférence et l'insensibilité engendrent « distances et détours sans lesquels ce mode de vie ne serait pas tenable » (p. 123). La distance est une condition nécessaire à la vie en commun : comme « étrangeté et répulsion mutuelle » sont inévitablement à l'œuvre dans la vie citadine, mieux vaut ne pas trop se rapprocher, car, « à l'instant même où de quelque manière se produit un contact rapproché, [l'étrangeté et la répulsion] tournent aussitôt à la haine et l'affrontement » (p. 123; souligné par nous). Ainsi la coexistence des citoyens dépend-elle d'un équilibre précaire que la distance permet d'instaurer et de maintenir – et la distance est en même temps la condition de la liberté personnelle. En effet le mauvais côté des choses, le fait d'être contraint à l'indifférence vis-à-vis d'autrui, signifie inversement qu'autrui, par indifférence à mon égard, me laisse tranquille avec toutes mes particularités.

La distance crée un espace de liberté personnelle. L'adaptation n'étant pas obligatoire, l'intégration de l'étranger en est rendue plus facile – une intégration fondée sur l'impersonnalité des rapports. Un espace social se dessine où le voisinage du différent, la coexistence de l'hétérogène sont permis. La problématique de la proximité spatiale non désirée se voit minimiser par le moyen d'un « auto-cuirassement ». La tolérance de l'étranger dans les grandes villes vient de cette auto-protection, qui fait qu'on ne se sent pas « touché » par l'(autre) étranger.

Mais la plupart des citoyens n'en recherchent pas moins la proximité spatiale de leurs pareils. Ainsi se forment des populations culturellement homogènes qui ont été mises au centre de sa conception de la ville par l'école de sociologie urbaine de Chicago. Une ville se compose donc d'une « mosaïque de petits mondes » qui, en tant que collectivités, gardent leurs distances entre elles. On est loin alors, sur le plan des idéaux-types, de la représentation européenne, individualiste de l'urbanité, qui ne se réclame pas particulièrement de la protection et de la chaleur du nid qu'apporte l'homogénéité ethnique et sociale.

La demande identitaire menace l'hétérogénéité

Dans la conception européenne de l'urbanité prédomine une coexistence précaire de l'hétérogène, reposant sur des règles de conduite précises, elles-mêmes garantes de la distance sociale dans un espace

restreint. Il faut admettre et intérioriser ces règles afin qu'en dépit de l'étrangeté s'établisse une sécurité de comportement, si bien que le contrôle de soi tient lieu de contrôle social de voisinage.

Voici lâché le maître-mot : sécurité (*Sicherheit*). Le caractère public des espaces publics n'est pas pensable en dehors de certaines règles. Un espace public urbain présuppose un commun accord sur des règles qui garantissent la sécurité. Mais d'autre part l'attrait et la productivité culturelle de l'espace public urbain résident justement dans la part d'incertitude qui reste quant à ce qui peut vous attendre à tel ou tel endroit. L'attractivité des lieux urbains tient à ce qu'ils ont d'indéterminé, au fait de pouvoir rencontrer l'inattendu, le surprenant, le non connu, le tout autre : l'excentrique, le différent, le nouveau. C'est le « théâtre de la grande ville ». Mais l'étrangeté est à la fois séduisante et menaçante. La civilisation urbaine est imprégnée de cette ambivalence et, de même, la théorie sociologique de la ville.

Or, à considérer les résultats d'enquêtes démographiques, on trouvera difficilement trace aujourd'hui d'une telle ambivalence. Avant toute chose, à l'Est comme à l'Ouest, jeunes et vieux, femmes ou hommes, habitants d'une grande ou d'une petite ville, il n'est question que de « tranquillité » et d'« ordre », au sens propre mais aussi au sens figuré. Quarante-neuf pour cent des citoyens mentionnent la protection contre la criminalité comme premier critère de choix pour leur lieu d'habitation. Ceux qui ont délaissé les quartiers du centre ville, socialement et ethniquement mélangés, invoquent toujours comme premier motif « la peur de l'insécurité ».

Les processus de mobilité sélective jouent contre la mixité sociale précisément dans les quartiers où l'hétérogénéité sociale et culturelle (comprenez : « ethnique ») est la plus forte. Apparemment plus d'étrangeté signifie plus d'insécurité. C'est notamment dans les familles avec des enfants que la nostalgie d'un voisinage homogène devient souvent si forte qu'elles déménagent vers la périphérie ou de lointaines banlieues où elles peuvent se retrouver parmi leurs pareilles. Elles ne semblent pas fascinées par l'hétérogénéité croissante de leur milieu d'habitation, n'étant pas en mesure d'y réagir avec toute la réserve et le sang-froid décrits par Simmel. Beaucoup des partants resteraient volontiers en ville, n'était cette insécurité qui les inquiète tellement. La ville ? Oui bien sûr – mais sûre.

Visiblement, les effets supposés de la relation entre grandeur-densité-hétérogénéité ne se produisent pas en toute circonstance. Celui qui n'est pas contraint de vivre dans un voisinage hétérogène, en général, préfère prendre le large. Robert Park (1967) estime « naturel » que des gens dont l'identité est menacée par un changement de culture recherchent stabilité et sécurité dans une communauté homogène. Une identité personnelle stable est apparemment un préalable

indispensable pour pouvoir tolérer et respecter le «différent» dans son entourage le plus proche.

Précarité, et désinstitutionnalisation

Zygmunt Bauman, dans un livre intitulé *La Crise de la politique* (2000), présente l'insécurité croissante comme une expérience centrale de la post-modernité. Les marchés du travail ne garantissent plus le plein emploi, fût-ce le temps d'une vie. Derrière l'individualisation, la flexibilité, la dérégulation et la mondialisation, il y a l'impossibilité de planifier sa propre vie. Un «*curriculum vitæ* prévisible» (Kohli 1986, p. 185) était un acquis des Modernes. Il s'agissait d'une succession d'étapes qu'on pouvait anticiper : une construction de la sécurité. Aujourd'hui au contraire on souligne l'impossibilité de planifier le déroulement des vies, l'expérience de la contingence s'impose – mais cette réalité fait surtout peur à beaucoup. Un journaliste ironise : « Ils l'ont dit à la télé, les Allemands ne partent plus pour les vacances d'été. La faute à la récession, à l'euro, à Mohammed Atta, à la taxe écologique, à l'ambiance, peut être aussi un peu à Scharping, personne ne sait exactement. Pas étonnant. Ces derniers temps tout est devenu tellement insaisissable. » (*Süddeutsche Zeitung*, 3-4 août 2002, supplément du week-end, p. 1)

Si la peur de la criminalité dans les villes a bien progressé durant la dernière décennie, les criminologues n'en sont pas moins formels sur un point : les taux effectifs de criminalité n'ont pas augmenté. Il existe à l'évidence un décalage croissant entre criminalité réelle et criminalité ressentie. Entre la réalité du risque et sa perception se glisse visiblement une incertitude diffuse que les différentes couches de signification du concept de sécurité permettent peut-être de déchiffrer.

En regard de toutes les sortes de risque la langue allemande dispose d'un seul mot pour dire le contraire : «sécurité» (*Sicherheit*). L'anglais – comme le montre Bauman (2000, p. 30 et sq.) – différencie *security*, *certainty* et *safety*, ce qui rend compte des glissements sémantiques ayant pu favoriser la montée de la peur dans les villes.

- *Security* c'est la sécurité sociale au sens large ;
- *Certainty* suppose que les attentes usuelles soient confirmées par l'entourage et qu'on puisse compter dans les interactions quotidiennes sur des correspondances adéquates pour se comporter et s'orienter ;
- *Safety* désigne la sûreté ou sécurité matérielle, l'intégrité du corps et des biens.

Aujourd'hui ce qui met effectivement en danger la sécurité (*security*), de beaucoup de gens, c'est l'assombrissement des perspectives d'avenir, c'est la menace de perdre son travail, c'est la réduction et la transformations des systèmes d'assurance sociale, c'est au fond la «désinstitutionnalisation» des *curriculum vitæ*.

La certitude (*certainty*) est mise à mal dans ses anticipations et ses codes culturels par les changements non désirés, imparables qui surviennent dans l'environnement coutumier. Et de la perte de contrôle concernant les circonstances de sa propre vie, on glisse à son interprétation au niveau de la sûreté (*safety*) de moins en moins... assurée. Tout ce qui est inhabituel et étrange(r) est alors éprouvé comme une menace contre soi-même ou contre l'environnement, le sentiment d'insécurité s'est transformé en peur de la criminalité. Bientôt de légères déviations de comportement seront taxées de «criminelles».

Le contrôle comme posture partagée

Ces déplacements de sens sont repris à leur compte par des politiciens populistes qui établissent une liaison directe entre comportement déviant et comportement criminel. Car ils ont là du grain à moudre. Ils promettent des mesures énergiques de protection contre la criminalité pour restaurer l'ancienne confiance perdue. D'où la création de services de surveillance publics et privés, le renforcement des contrôles de routine et la mise au point d'un ensemble de techniques de contrôle reposant principalement sur la vidéosurveillance. Les bâtiments publics, les



Vers une alternative ?

autobus, les trains et surtout les nombreux nouveaux centres commerciaux et de loisirs sont aujourd'hui presque tous placés sous observation constante. Images et heures de visite sont enregistrées dans ces lieux publics à l'insu des personnes observées (cf. Wehrheim, 2002).

À cet égard le décalage est troublant entre le consentement voire l'assentiment de la grande majorité des utilisateurs d'équipements ouverts au public, et la critique de cette surveillance envahissante au nom de la protection des données, du côté des juristes et des sociologues. Les prestations promises en fait de sécurité externe semblent bien tranquilliser la plupart des usagers de la ville, même si c'est au prix de leur anonymat et du secret des données.

Souvent il ne s'agit en fait que de tranquilliser, non d'exercer une surveillance effective, comme le montrent de nombreux exemples : certaines caméras de surveillance sont factices, certaines ne sont pas connectées à un poste de contrôle, et souvent personne ne regarde au moment où vous apparaissez sur l'écran. Elles ne sont donc pas destinées en premier lieu à servir, si ce n'est à délivrer le message



Xavier Desmier/Rapho

Petit geste de protection.

suivant : Nous veillons sur toi – ou pour te protéger, ou pour te tirer du lot et te classer dans une case à part.

On cherche à rassurer ainsi les «déstabilisés» en même temps qu'à inquiéter les «déstabilisateurs». Mais qui sont ces derniers, on ne le dit pas exactement. Ou tout du moins dans les galeries marchandes et les centres commerciaux il y a pourtant un critère sans équivoque : qui n'est pas un consommateur potentiel, qui ne se comporte pas en client, est indésirable ; et qui, par son comportement ou son apparence extérieure, pourrait troubler le cours tranquille de la consommation, doit être épinglé. Un certain nombre de marques caractérisant l'étrangeté ou l'inadaptation sont utilisées pour fonder une discrimination sociale qui permet de tenir les éléments marginaux fauteurs de troubles à distance de l'univers bien huilé de la consommation. L'hétérogénéité a du bon mais seulement jusqu'à un certain point.

La ville en îlots surveillés

Premier résultat de ce qui précède : les espaces privatisés et surveillés ont pour raison d'être la création de circuits consuméristes socialement purifiés. Ainsi se forment dans nos villes ou à leur périphérie des îlots d'homogénéité imposée, espaces publics certes mais dans un sens restreint et orienté, qui exclut les pauvres diables socialement discriminés.

C'est aussi une conséquence de la très rapide concentration dans le commerce de détail et d'un changement structurel de la propriété immobilière à usage professionnel dans les villes. On est en présence

de plus en plus souvent de promoteurs organisés internationalement, qui développent des circuits de consommation à grande échelle et pour qui le contrôle du flux des visiteurs et de l'environnement urbain est une condition de la réussite commerciale. La petite propriété et la petite entreprise disparaissent au profit d'une insularisation de la ville. C'est de là que naissent des difficultés de voisinage. C'est pourquoi les grands projets parachutés montrent une tendance à vouloir contrôler l'espace urbain. Les rivages de ces îles doivent être d'autant plus strictement contrôlés et surveillés que les divisions sociales à l'échelle locale sont profondes.

Un second résultat, est que le déménagement socialement sélectif des quartiers hétérogènes produit des quartiers homogènes – non seulement à l'arrivée mais aussi au départ.

La ville au risque de la sécurité

Le sentiment d'insécurité grandit – indépendamment du développement réel de la criminalité.

Nos villes en subissent les conséquences : d'une part les quartiers hétérogènes sont de moins en moins hétérogènes, la ville se désintègre en quartiers homogènes, tandis que d'autre part de grands projets tendent à constituer un monde urbain interne, façonné aux mesures d'utilisateurs bien déterminés et supposant pour cette raison un contrôle des allées et venues, ainsi qu'une surveillance des activités courantes.

Comme ces développements tiennent moins à des dangers réels qu'à la logique propre des affaires et à des perceptions difficiles à infléchir, on ne voit pas ce qui pourrait y mettre un terme. S'il se vérifie qu'avec la promesse de sécurité extérieure on répond en réalité à l'inquiétude sociale – les thérapeutes et les intéressés ne parviennent pour ainsi dire jamais à s'entendre –, alors nous sommes devant une spirale de la peur où chaque palier nouveau demandera de nouveaux *placebos*. L'hétérogénéité, marque distinctive et facteur productif de la culture urbaine, pose désormais problème. Le besoin de sécurité peut fonctionner comme une manie. Il faut, pour l'apaiser, des doses toujours plus fortes de substance tranquillisante.

D'un côté l'insécurité est un trait constitutif des situations urbaines. De l'autre, la sécurité est une condition indispensable pour pouvoir se débrouiller soi-même – la sécurité intérieure étant vue ici autant comme une identité personnelle confirmée que comme une sécurité « comportementale » garantie par des règles – sans qu'on parvienne jamais à préciser jusqu'où exactement doit aller la garantie d'une sécurité extérieure pour que la ville apparaisse comme sûre.

Ainsi, la sécurité est toujours une construction sociale. Et, dans l'élaboration de ce composé complexe fait d'expériences réelles, de représentations média-

tiques et de dispositions personnelles, le degré de cohésion sociale et l'intégration sociale d'une collectivité publique joue un rôle déterminant. L'expérience historique montre bien que l'urbanisation s'accompagne d'un accroissement de certains délits dans les espaces urbains, mais elle montre également que ce qui est perçu comme dangereux subit lui-même un changement historique. Les conditions et le sentiment de sécurité varient d'une société à l'autre plus fortement qu'entre villes et pays. Le taux de criminalité est plus bas et le sentiment de sécurité plus grand à Tokyo, par exemple, que dans une petite ville des États-Unis d'Amérique.

L'espace public est un champ de tensions sociales

Si les perceptions discriminatoires touchant certaines minorités ethniques, l'insécurité croissante dans un contexte de post-modernité et le processus de marginalisation sociale qui fragmentent et disloquent nos villes (cf. Häussermann) ne peuvent être résolus ou du moins surmontés, on risque de voir une demande excessive de petits univers homogènes et

protégés en ville appauvrir durablement la culture urbaine. Nous approcherions alors du modèle urbain américain : la ville socialement et ethniquement très fragmentée, mosaïque de petits mondes se regardant d'un mauvais œil et s'évitant les uns les autres.

N'y a-t-il donc pas d'autre alternative qu'un retour au « fordisme » – la stabilisation des perspectives d'avenir grâce à un marché du travail régularisé et au parachèvement de l'État-providence, comme sauvegarde de notre culture urbaine – ou la régression vers des communautés homogènes exclusives, et s'excluant ?

Une tierce logique consisterait dans une insertion des individus dans des communautés, ou populations, sans particularisme (sinon sans spécificité), passant par le renforcement d'un échelon intermédiaire entre l'individu et les systèmes de marché et d'État, permettant le maintien d'un équilibre précaire entre sécurité et insécurité, et l'affrontement des ambivalences. Exigence paradoxale, mais sur ce paradoxe repose la culture urbaine.

Hartmut Häussermann

Traduit de l'allemand par Frédéric Martinet

RÉFÉRENCES

Baumann Z., (2000), *Die Krise der Politik. Fluch und Chance einer neuen Öffentlichkeit*, Hamburg.

Häussermann H., (2002), « Global, lokal, sozial – von der Unteilbarkeit der Stadt », in Uwe-Jens W. (Hg.), *Soziale Stadt, Zwischenbilanzen*, Opladen, pp. 71-84.

Kohli M., (1986), « Gesellschaftszeit und Lebenszeit », in Berger J. (Hg.), *Die Moderne – Kontinuitäten und Zäsuren (Soziale Welt, Sonderband 4)*, Göttingen, pp. 183-208.

Park R., (1967), « The City : Suggestions for the Investigation of Human Behaviour », in Park R. E. (Hg.), *The City*, Chicago, pp. 1-45

Simmel G., (1903), « Die Grossstädte und das Geistesleben », in Georg Simmel, *Aufsätze und Abhandlungen 1901-1908, Band I, Gesamtausgabe Band 7*. Frankfurt/Main (1995), pp. 116-131.

Wehrheim J., (2002), *Die überwachte Stadt. Sicherheit, Segregation und Ausgrenzung*. Opladen (Reihe 'Stadt, Raum und Gesellschaft', Band 17).

Willmott P., (1996), « Ségrégation et "entre soi" en Grande-Bretagne », in Haumont N. (dir.), *La ville : agrégation et ségrégation sociales*, Paris, L'Harmattan, pp. 67-72.

Hartmut Häussermann est professeur de sociologie urbaine et régionale à l'Humboldt-University à Berlin, Department of Social Sciences, il a récemment publié des ouvrages sur les politiques de développement urbain, la transformation des villes socialistes et l'évolution de la ville de Berlin.

< haussermann@sowi.hu-berlin.de >